

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 85

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

A SAVOIR

CHAVEZ NATIONALISE

Un mois après sa réélection à la Présidence de la République vénézuélienne avec 63% des voix, Hugo Chavez a annoncé son intention de renationaliser certaines entreprises privatisées par ses prédécesseurs. C'est notamment le cas dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications. Après la nationalisation du gaz par le gouvernement d'Evo Morales en Bolivie, la gauche latino-américaine brise un tabou que le libéralisme voudrait imposer. Oui, il est possible de reconstituer un service public digne de ce nom, si l'on s'appuie sur la mobilisation populaire et que l'on ne craint pas d'affronter l'adversaire.

BUSH ENFONCE L'AMÉRIQUE EN IRAK.

La raclée infligée au parti républicain lors des élections au Congrès de novembre dernier ? Les conclusions accablantes de la commission bipartite sur l'engagement américain en Irak dirigée par James Baker ? George W. Bush et le clan des néo-conservateurs s'en soucient comme d'une guigne et affichent un mépris de la démocratie comme on l'a rarement vu aux Etats-Unis. Alors que le nombre de GI's morts en Irak dépasse les 3000, la Maison Blanche envoie 20 000 hommes en renforts. Au sous-secrétariat à la Défense, Bush a nommé un diplomate-espion expert en coups tordus, John Negroponte, qui fut l'un des hommes-clés du soutien à la Contra nicaraguayenne lorsqu'il était ambassadeur au Honduras.

VALSE DES ÉTIQUETTES EN SLOVENIE.

L'euro a été introduit le 1er janvier dans l'ancienne République yougoslave. Conséquence immédiate : les associations de consommateurs dénoncent la flambée des prix. C'est principalement le cas des restaurants et des cafés ; ainsi, l'express a augmenté de 13 à 50% et les produits de première nécessité connaissent une évolution semblable.

« L'HOMME QUI MURMURE A L'OREILLE DE JACQUES CHIRAC » n'est autre que Nicolas Hulot, selon Yann Wehring, ancien porte-parole des Verts, qui s'en prend...vertement au journaliste télé dans une tribune publiée dans le Monde du 9 janvier. « Il est faux de dire que le problème de l'eau procède autant de la responsabilité de M. Tout-Le-Monde que de celle de la FNSEA », écrit le militant écolo, avant de dénoncer la présence au conseil d'administration de la Fondation Nicolas Hulot de représentants du groupe L'Oréal, dont les productions ont souvent des conséquences néfastes pour l'environnement.

LOGEMENT SOCIAL : PIERRE CARASSUS, MAIRE DE VAUX-LE-PENIL ET SECRETAIRE NATIONAL DE LA GAUCHE REPUBLICAINE, CONVIE DOMINIQUE DE VILLEPIN A DECOUVRIR SUR LE TERRAIN UNE EXPERIENCE INNOVANTE.

Vaux-le-Pénil, le 11 janvier 2007

Monsieur le Premier Ministre,

Votre gouvernement a annoncé la création de 27 100 places d'hébergement d'urgence en 2007 pour faire face à la dramatique situation des SDF. Vous-même vous êtes exprimé abondamment sur le sujet au cours des dernières semaines. Mais au-delà des effets d'annonce, une réflexion sereine conduit à penser que les mesures gouvernementales sont insuffisantes, ne s'attaquent pas aux causes profondes de l'exclusion, et dissimulent mal la diminution draconienne des aides que l'Etat verse aux collectivités territoriales pour soutenir leur politique sociale.

Selon l'Insee, plus de 200 000 personnes n'ont pas de domicile fixe dans notre pays, dont 80 000, au bas mot, se trouvent à la rue. Le nombre de places pérennes proposées par vos ministres reste donc notoirement insuffisant. Certes, les gouvernements antérieurs sont également coupables d'impéritie en ce domaine. Mais le constat est accablant : il manque aujourd'hui quelque 800 000 logements sociaux pour satisfaire la demande, alors que les sociétés du CAC 40 affichent des bénéfices record. Comme on dit, cherchez l'erreur...

L'exclusion ne cesse de croître depuis un quart de siècle. Nos concitoyens, dans leur grande majorité, ont appris à en identifier la cause : le libéralisme à tout crin qui accompagne la mondialisation financière. Retrait de l'Etat, démantèlement des services publics, privatisations, licenciements, atteintes au droit du travail forment une litanie funeste et familière. Or votre politique est coulée dans ce même moule, M. le Premier Ministre, et aucune mesure prise dans l'urgence pour pallier certains de ses effets ne pourra masquer cette vérité : c'est l'ultra-libéralisme économique qui creuse les inégalités et condamne un nombre croissant de Français à la précarité et à l'exclusion.

Maire d'une ville seine-et-marnaise depuis 1989 et député de 1995 à 2002, j'ai été confronté dès ma première élection à cette terrible réalité, dont pâtissent notamment les plus jeunes. Aussi, avec les élus de Vaux-le-Pénil, nous avons lancé il y a dix ans une initiative pour permettre aux jeunes de l'agglomération melunaise de s'insérer, afin qu'ils ne connaissent pas une dérive fatale. Car ils sont nombreux à suivre une formation ou à poser pied sur le marché du travail moyennant des contrats précaires ou à temps partiel, sans disposer d'un revenu suffisant pour prétendre occuper un logement « normal ». Mieux vaut prévenir que guérir, traiter les problèmes en amont plutôt que de confondre politique sociale et politique de secours : tel est le principe qui a inspiré notre action.

C'est pourquoi nous avons acquis un hôtel pour le transformer en centre d'hébergement social. Nous l'avons baptisé la Passerelle, car cette structure a pour mission de permettre aux jeunes de franchir une étape transitoire (d'une durée d'un an maximum) de consolidation personnelle pour accéder à l'emploi et au logement. Des agents compétents assurent l'encadrement des résidents et les aident à développer un projet d'insertion.

Cette politique volontariste a été payante : depuis son ouverture en 1997, la Passerelle a accueilli 450 jeunes, dont plus de 70% sont sortis avec un contrat de travail et un contrat de location de logement en poche. Actuellement, 40 résidents occupent en permanence 32 habitations ; nous prévoyons la création de 20 logements supplémentaires pour mieux répondre à la demande.

Mais un centre comme la Passerelle ne peut se développer qu'avec l'aide des pouvoirs publics. Hélas, M. le Premier Ministre, l'AGLS, l'aide à la gestion locative sociale, que l'Etat nous versait pour un montant annuel de 35 000 euros, a été ramenée à 11 500 euros en 2006. Deux tiers en moins ! Votre politique donne la fâcheuse impression de consister à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Bref, à gérer la pénurie, sans prendre le problème à bras le corps en dotant l'Etat et les collectivités territoriales des moyens qui permettraient de renverser la tendance.

Nous sommes fiers d'avoir assumé nos responsabilités d'élus en nous investissant dans une expérience innovante que nous avons menée à bien comme une tâche militante. Sans doute cette expérience peut-elle inspirer des initiatives de même nature, puisque l'insertion des jeunes reste un problème d'une brûlante actualité. Et sans doute seriez-vous intéressé de la connaître : vous nous feriez un grand honneur, M. le Premier Ministre, si vous acceptiez de visiter la Passerelle à l'occasion de son dixième anniversaire, que nous célébrerons prochainement.

Le chef de l'Etat a appelé de ses vœux la tenue d'un débat démocratique de qualité en cette période pré-électorale. J'abonde dans le même sens, en souhaitant que s'établisse un dialogue qui ne soit pas du semblant, mais dont l'argumentaire se base sur les faits et l'expérience. Votre venue à Vaux-le-Pénil s'inscrirait dans cette perspective et donnerait lieu à des échanges francs et courtois.

Dans cette attente, je vous prie de croire, M. le Premier Ministre, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pierre CARASSUS
Maire de Vaux-le-Pénil

ERRATUM.

L'article de la rubrique « Humeurs » de notre précédent numéro était extrait de l'éditorial d'Ignacio Ramonet paru dans le Monde Diplomatique de janvier, et non d'un texte de Serge Halimi comme nous l'avons titré par erreur. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Encart publicitaire

formation
&
citoyenneté

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux. Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élu-e-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : www.formationcitoyennete.org

Courriel : contact@formationcitoyenneté.org